

Agriculture | Le poulet labellisé cherche des élevages dans le Sud-Ouest



La consommation de viande rouge baisse en France. Ce n'est pas le cas du poulet labellisé. Le « jaune », dont le sud-ouest s'est fait une spécialité, a vu ses ventes progresser de 2% sur le plan national pour frôler les 50 millions de bêtes. « Il y a une place à prendre sur le marché » estime-t-on au sein du groupe coopératif Euralis. Celui-ci multiplie les rencontres sur le terrain pour inviter les agriculteurs à diversifier leur activité et se lancer dans l'élevage de volailles répondant à des chartes de qualité. Deux d'entre eux, un père et son fils installés à Sauveterre, au cœur du Béarn des gaves, ont franchi le pas. Une manière, estiment-ils, d'assurer l'avenir.

Bruno Lordon a 22 ans et les Pyrénées pour ligne d'horizon. Ce jeune agriculteur s'est installé en GAEC avec son père, Alain, pour élever des Blondes d'Aquitaine. Une production dont les veaux partiront notamment vers l'Italie. Comme souvent dans le pays, le maïs et le soja poussent dans les champs avoisinants. Un paysage classique de ce terroir béarnais situé à deux pas des collines basques.

Depuis l'année dernière, un nouveau bâtiment a été édifié sur l'exploitation familiale. 4 400 poulets label rouge y sont amenés à l'état de poussins et élevés pendant au moins 81 jours. Cela, dans le cadre d'un contrat passé avec Euralis.

Leur alimentation est constituée à 75% de céréales ainsi que de tourteaux de soja « sans OGM » tiennent à préciser les porte-paroles de la coopérative.

Quant à l'espace dont les animaux disposent, il est vaste. La salle d'élevage est en effet ouverte sur un hectare de terrain parsemé d'arbustes et bordé par un champ de maïs où les volailles viennent parfois s'abriter.

" Une heure trente de travail par jour "



« On a fait ça pour se diversifier. Si un jour on avait un souci sur les bovins » explique Bruno. Tandis que son père évoque la faible charge de travail supplémentaire que générerait cette nouvelle activité. A peu près 1h30 par jour, constituée pour l'essentiel d'une tâche de surveillance.

Bien sûr, il a fallu investir. Plus de 88 000 € ont été dépensés pour construire le bâtiment. Des aides accordées par la Région Nouvelle Aquitaine ainsi que par la coopérative ont permis de couvrir un peu moins de la moitié de cette somme.

Quant à la première marge réelle de trésorerie dégagée par cet élevage d'appoint, elle s'est montée à 5 395 € sur la première année. Ce qui, soit dit en passant, représente pour l'agriculteur un gain de 80 centimes d'euro par animal.

Le consommateur devrait aussi avoir cela en tête lorsqu'il se présente devant un rayon.

L'embellie de la viande blanche

Les chiffres n'en sont pas moins à mettre en perspective. « On a coutume de dire que la volaille est un métier de gagne-petit. Aujourd'hui, on voit le revenu que cela peut dégager pour relativement peu de travail » explique Christian Pèes, le président d'Euralis.

« Lorsqu'on a lancé cette activité au sein de la coopérative, on pouvait parler de revenu complémentaire. Désormais, avec 3 ou 4 bâtiments d'élevage, on peut atteindre une rémunération très correcte ». D'autant plus, que la demande est là, souligne François Lacome, éleveur dans le Gers et président de Euralis volailles.

Ce constat est confirmé par Didier Camguilhem, directeur des productions animales pour la coopérative. « En France, le marché de la viande de boucherie est décroissant ». Qu'il s'agisse de bœuf, de veau, de porc, d'agneau ou de cheval, les 383 300 tonnes qu'il a représentées l'année dernière ont affiché une baisse de 4,5% par rapport à 2015.

Si les quantités globales de volaille et de lapin reculent elles aussi, le poulet labellisé - dont le poulet jaune est le fer de lance - a par contre le vent en poupe. L'an passé, il a enregistré une hausse de 1% après avoir bondi de 4% en 2015. Une forte majorité des ventes étant réalisée, comme d'habitude, dans les grandes et moyennes surfaces.

Une place à prendre

" Une demande existe, que l'on n'arrive pas à la satisfaire " résume Didier Camguilhem tandis que Sandra Fontaine, responsable technique, rappelle que l'activité volailles d'Euralis réunit aujourd'hui 200 agriculteurs.

Ces exploitants disposent en moyenne de deux bâtiments par exploitation. Toute une équipe les accompagne. Un développeur pour aider chacun à mener à bien son projet de A à Z. Des techniciens de terrain experts pour suivre les lots de volailles et des vétérinaires spécialisés.

Un partenariat est par ailleurs assuré avec l'usine Sanders-Euralis pour proposer une alimentation adaptée aux animaux, tandis qu'un service d'achat collectif permet de réduire le coût du gaz, des produits pharmaceutiques etc.

L'objectif, lui, est clairement affiché. " Nous avons une capacité de 6,1 millions de volailles par an, distribuées sous les labels Sud-Ouest, Gers et Landes " dit Sandra Fontaine. " Cette année, l'épisode d'influenza aviaire a empêché de nombreux éleveurs de produire pendant plusieurs mois. Mais ce n'est pas cela qui va nous arrêter. D'ici 5 ans,

nous envisageons de passer à 9 millions de volailles. Si on ne répond pas au besoin, d'autres le feront ».

Le bio attire aussi

Quant au poulet bio, qui n'occupe encore qu'une place très modeste dans les circuits longs, il suscite la réflexion.

« Des clients le demandent. Des agriculteurs sont prêts. Mais on n'a pas tout cadré » indique-t-on chez Euralis qui envisage de se lancer sur ce créneau au printemps 2018. Même si le produit est, reconnait-on, « un peu particulier ».

« Le consommateur bio n'achète que le blanc du poulet. C'est étonnant, mais c'est comme ça. D'autres, comme Maisadour, se sont heurtés au problème ». Affaire à suivre.



Jean-Jacques Nicomette

Crédit Photo : Aqui

Publié sur aqui.fr le 26/10/2017

[Url de cet article](#)